

# **UNION DES COMORES**

Unité - Solidarité – Développement

\*\*\*\*

**MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE**

\*\*\*\*

**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

\*\*\*\*

## **RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE POUR L'EXERCICE 2019**

Moroni, le 04 Juin 2020



## **Introduction générale**

Le redressement des finances publiques de l'union des Comores se poursuit et renforce la disponibilité, l'exhaustivité et la fiabilité des informations budgétaires, consécutivement aux efforts constants fournis par les autorités du ministère des finances, du budget et du secteur bancaire.

L'objectif de ce rapport annuel d'exécution du budget est de permettre à l'Union des Comores de se mettre au diapason des normes et standard des bonnes pratiques de la gouvernance financière, comme la transparences et la redevabilité.

Le projet de loi de finances initiale, sans encombre de fonds et forme, n'a pas été voté par le parlement.

Le chef de l'Etat de l'union des Comores, de son pouvoir dévolu par la loi, a procédé l'exécution du budget 2019 par un ordonnance.

Cet ordonnance, pour rappel, a subi une profonde modification au cours de son exécution par le biais d'une vote débattue et soutenue en commission de finance de l'assemblée de l'union des Comores, sur la base de la mobilisation efficace des ressources affectées de manière efficiente à la couverture des charges de l'Etat afin d'atténuer grandement les effets néfastes des crises passées du cyclone Kenneth.

Le présent rapport, qui fait la synthèse de l'exécution budgétaire à fin décembre 2019, tant en recettes qu'en dépenses est structuré en quatre parties essentielles :

- Présentation de la direction générale du budget ;
- Rappel du contexte d'élaboration du budget de l'année 2019 ;
- Exécution du budget à fin décembre 2019 ;
- Conclusion et Recommandation.



## **1. PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET**, dans sa version actuelle, est en phase de réorganisation, compte tenu de sa séparation avec les services de la Direction Générale du Contrôle Financier.

Les missions de la Direction Générale du Budget consistent à élaborer et de mettre en œuvre la politique budgétaire du gouvernement s'inscrivant dans le cadre général de la politique économique et financière. Elle collecte, centralise et traite les données inhérentes à la préparation du budget de l'Etat ainsi qu'au contrôle de son exécution conformément à la loi des finances dument votée par l'Assemblée de l'Union des Comores et promulguée par le Président de la République.

Toutes ses opérations étant réalisées en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Pour réaliser ce travail, la Direction Générale du Budget dispose des directions techniques dont le personnel affecté doit assurer le passage du « budget de moyens », actuel, vers le « budget programme » en passant par le « budget axé sur les résultats » d'ici 2022.

C'est dans ce cadre et aussi en vue de se mettre en conformité avec les dispositions issues de la constitution révisée le 30 juillet 2018, qu'un projet de réorganisation de la Direction Générale est en cours de réalisation.





## **2. CONTEXTE GENERAL DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2019.**

### **RAPPEL DU CONTEXTE GENERAL D'ELABORATION DU BUDGET 2019.**

Le budget 2019 était élaboré dans un contexte économique national favorable. Cependant, le Gouvernement était déterminé à lancer des grands chantiers des projets, généralement, visant à accroître la croissance et à contribuer aux développements durables à moyen terme, conformément aux mesures structurelles et conjoncturelles de l'administration, à la mobilisation des ressources ainsi qu'à la maîtrise des dépenses de l'Etat.

En effet, il s'est inscrit dans un contexte marqué par la révision de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D 2015-2019), qui constitue le cadre global du Programme de croissance et de réduction de la pauvreté et qui définit les axes et les sources de croissance.

Dans cet optique, le programme 2015-2019 s'est basé et accentué sur des actes majeurs tels que :

- (i) le changement de l'horizon temporel de l'émergence passant de 2040 à 2030 ;
- (ii) la croissance des recettes fiscales tout en renforçant le rôle économique du système fiscal ;
- (iii) l'intégration du programme d'Investissement Quinquennal(PIQ) dans la SCA2D;
- (iv) la gestion des dépenses publiques de façon efficace et prudente ;
- (v) La priorisation des Objectifs de Développement Durable;
- (vi) L'actualisation du spectre de la fragilité et la révision du cadrage macroéconomique

Le budget 2019 s'inscrit dans une logique de renforcement de la viabilité des finances publiques et de l'orthodoxie budgétaire.

Les priorités du gouvernement au titre de l'exercice 2019, visent à accroître les recettes internes et externes tout en maîtrisant de façon rigoureuse les dépenses non prioritaires et en affectant des ressources conséquentes aux secteurs de production, de soutien à la croissance, de la bonne gouvernance et aux secteurs sociaux.





## 2.1. LES GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2019.

Le budget 2019 s'est articulé, entre autres, autour des axes prioritaires suivants :

La gestion des finances publiques :

Au titre de la dépense :

Rationalisation des dépenses de fonctionnement ;

Opérationnalisation effective du sim-ba ;

Maitrise effective de la masse salariale ;

Meilleure programmation des dépenses d'investissement ;

Au titre des recettes :

Renforcement des capacités opérationnelles des administrations des recettes ;

Renforcement du dispositif de sécurisation des recettes.

Le renforcement du dialogue avec les PTF :

Poursuivre un dialogue constructif avec le FMI ;

Renforcer le suivi des programmes et projets ;

Exploiter les nouveaux outils de financement des investissements (bilatéral et multi latéral) ;

Poursuivre la stratégie en cours de remboursement de la dette.

Ce budget était conçu pour atteindre les objectifs macroéconomiques suivants :

Une croissance économique de 4% ;

Une maîtrise de l'inflation autour de 1,8% ;

Un solde primaire de -0,19% du PIB;

Un solde global de -1,03% du PIB

Une dette publique autour de 0,51% du PIB ;

Une pression fiscale aux alentours de 10,70% ;

À travers ce budget, les autorités ont décidé de poursuivre une politique volontariste par une forte mobilisation des ressources tout en réduisant en même temps certaines dépenses jugées onéreuses au vu des priorités et augmenter les investissements.

Le budget 2019 se veut un complément de la dynamique des efforts mis et consentis par le Gouvernement dans le cadre des réformes constitutionnelles.

La poursuite de la mise en œuvre des mesures structurantes de l'administration vient renforcer la mobilisation des ressources domestiques et de la maîtrise des dépenses publiques. Ces modalités pratiques permettront en outre d'atteindre les objectifs budgétaires et sans accumuler d'arriérés.



## 2.2. ESTIMATIONS BUDGETAIRES

Les prévisions du budget ont été établies sur la base de l'évolution prévisible des différents secteurs de l'économie nationale.

L'intégration des données liées à ces événements fait ressortir les grandes masses du Budget qui se présentent comme suit :

Les recettes internes passent de 66 632 Millions de fc en 2018 à 64 534 Millions de fc (10,49% du PIB) soit une baisse de 2 098 Millions de fc par rapport à la Loi de finance 2018 ;

Les ressources externes passent de 33 739 Millions de fc en 2018 à 44 008 Millions fc. Elles sont réparties entre dons projet (39 008 Millions fc) et aides budgétaires ( 5 000 Millions fc ) soit une hausse de 10 269 Millions fc (1,66% du PIB).

Les dépenses passent de 102 283 Millions fc en 2018 à 116 442 Millions fc marquant une hausse par rapport à la Loi des finances 2018 de 2,3% du PIB.

Le service de la dette passe de 2 029 Millions fc en 2018 à 3 164 Millions fc soit une hausse de 0,18% du PIB.

Les prêts passent de 6 000 Millions fc en 2018 à 7 000 Millions fc soit une augmentation de 0,16% du PIB.

Cependant l'évolution des dépenses et des recettes fait apparaître un solde primaire déficitaire de 1 151 Millions (soit une baisse de -0,17% du PIB/ 2018) et un solde global déficitaire de -6 316 Millions fc.

Les prévisions budgétaires par grande masse du budget sont représentées dans le tableau ci- dessous.

**Tableau n°(1) : tableau des équilibres budgétaires de l'ordonnance 2019 en milliers de KMf.**

Tableau des équilibres budgétaires en 2019				
Ressources et Charges	LdF 2018	Ord. 2019	Ecart	%du PIB / Ord. 2019
Recettes et Dons	100 371	108 541	13 179	17,64
Recettes Internes	66 632	64 534	2 911	10,49
'Fiscales	50 732	49 239	3 126	8,00
Dont : Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	14 544	9 822	-1 108	1,60
Dont : Impôts sur les Biens et Services	9 213	10 248	1 538	1,67
Dont : Impôts sur le Commerce International	9 937	11 819	1 192	1,92
Dont : Droits d'accises	17 038	17 351	1 505	2,82



'Non- fiscales	15 900	15 295	-215	2,49
Recettes externes (Dons)	33 739	44 008	10 269	7,15
<i>dont</i> : Aides budgétaires	6 000	5 000	-1 000	0,81
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	27 739	39 008	11 269	6,34
DEPENSE TOTALE	102 283	116 442	21 161	18,66
Dépenses courantes	66 515	67 269	755	10,67
Dépenses courantes primaires	66 309	66 793	484	10,57
Traitements et salaires	27 384	27 384	-652	4,45
Biens et services	13 243	13 332	523	2,17
Transferts	11 737	10 684	-642	1,74
Dépenses d'équipements	13 945	13 635	2 493	2,22
Intérêts de la dette	205	650	-88	0,11
Solde primaire	117	-1 151	1 277	-0,19
Dépenses en capital	35 768	49 172	21 433	7,99
Maintenance projets (fin. extérieur)	2 911		-2 917	0,00
Assistance technique (fin. extérieur)	4 044		-4 084	0,00
Inv sur Financées ressources extérieures	20 738	39 008	18 270	6,34
Financées sur fonds de contrepartie			0	0,00
Dette publique	2 029	3 164	536	0,51
Extérieur	2029	2 664	1012	0,43
Intérieur	0	500	-476	0,08
Prêts	6 000	7 000	1 000	1,14
<b><i>Solde global</i></b> (base ordonnancement)	-1 912	-6 316	-1 260	-1,03
PIB	583 384	615 470	32 086	100,00

Source : ordonnance 2019





**Tableau n°( 2 ) : les grandes masses budgétaires pour l'exercice 2019 en milliers de KMF**

Libellé	Montant en kmf
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	<b>108 541 943 997</b>
<b>Ressources internes</b>	<b>64 533 943 997</b>
Administration centrale	61 092 491 293
AGID	8 879 940 409
Douanes	23 739 248 355
Trésor	5 684 673 861
Sociétés d'Etat	22 788 628 668
Administration des îles	3 441 452 704
Ressources extérieures :	44 008 000 000
Aides budgétaire	5 000 000 000
Appui projet	39 008 000 000
<b>CHARGES TOTALES</b>	<b>114 857 000 000</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>52 050 000 000</b>
Salaires	27 384 000 000
Biens et Services	13 332 000 000
Transfert et Subventions	10 684 000 000
Intérêt de la dette	650 000 000
<b>Dépenses d'investissement :</b>	<b>59 643 000 000</b>
sur ressources propres	13 635 000 000
sur ressources extérieures	46 008 000 000
Dépenses de remboursement de la dette	3 164 000 000
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-6 315 056 013</b>

SOURCE : Ordonnance 2019



### 3. EXECUTION BUDGETAIRE, EXERCICE 2019

#### 3-1. INTRODUCTION

A travers ce budget, le gouvernement avait tenu à la consolidation des équilibres macroéconomique fondamentaux et à l'optimisation de l'utilité économique et sociales de nos ressources budgétaire, pour donner une bonne image du pays sur :

La stabilisation du secteur énergétique qui a connu un rebondissement

La reprise des chantiers de construction des infrastructures routières (SEREHINI, NDROUANI, DJOUMOICHONGO, MORONI NORD,.....),

Elargissement de l'aéroport de Moroni et sanitaires favorisant la relance des activités économiques sur l'ensemble du pays ;

la forte remontée des cours mondiaux sur le marché de la vanille a permis de juguler la hausse relative du cours du pétrole. Ceci a permis la stabilisation du prix des denrées alimentaires de premières nécessités ;

L'amélioration du climat des affaires permettant la relance des investissements dans les secteurs productifs ;

Le paiement régulier des salaires des agents de la fonction publique

Mais Force fut de constaté que malgré la volonté affiché par le gouvernement pour accéléré la mise en œuvre de programme du pays, l'exécution budgétaire pour l'année 2019 n'a pas atteint les résultats escomptés.

L'exécution budgétaire a fait ressortir un solde primaire déficitaire creusé de **11 985 639 361** fc par rapport à la prévision, sur un excédent de **974 824 556** fc pour celle de 2018.

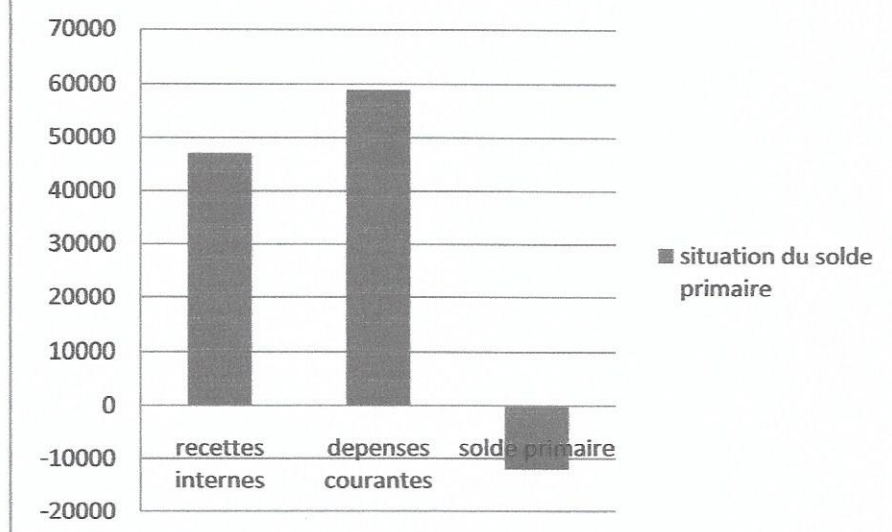
Cette situation s'explique essentiellement par une diminution notoire des recettes due à la catastrophe naturelle du cyclone Kenneth de 18,16% par rapport à 2018 soit 1,7% du PIB.

Les recettes intérieures sont réalisées à hauteur de 72,89% par rapport aux prévisions et 7,64% du PIB.

Toutefois, les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 81,94% par rapport aux prévisions et 9,59% du PIB.



**diagramme (a): d'illustration du solde primaire 2019**

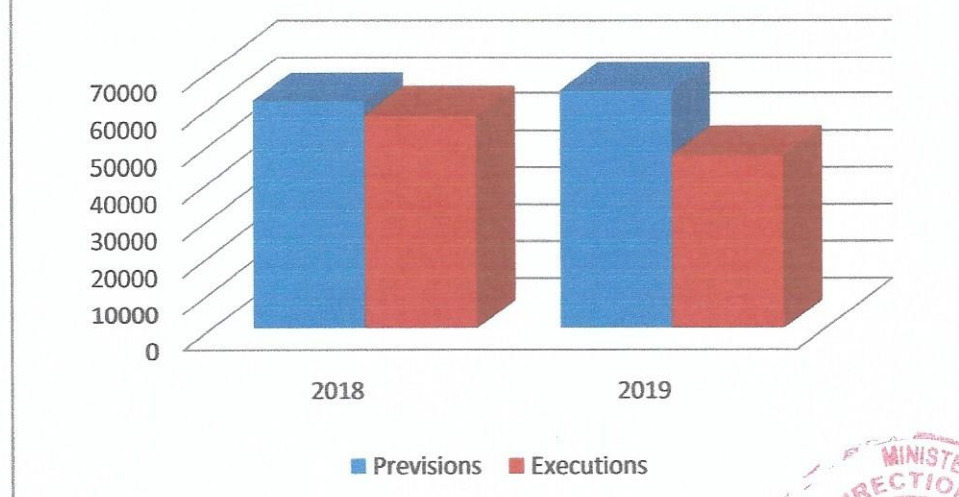


### 3-2. EXECUTION DES RECETTES INTERNES.

#### 3-2-1. Recettes internes.

Les recettes internes sont réalisées à hauteur de **50 639 334 655** de fc, soit 78,47% par rapport aux prévisions et 8,23% du PIB sur une réalisation de **57 756 489 700** millions de fc pour l'année 2018.

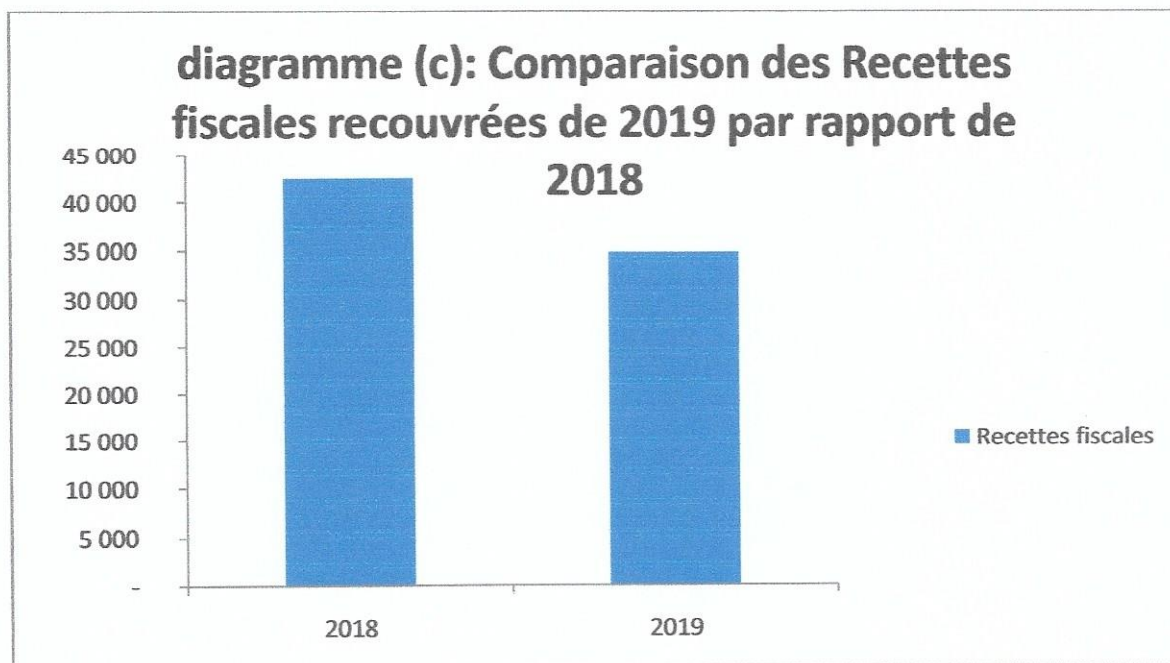
**diagramme (b): Illustration des recettes internes 2018-2019**





## Les Recettes Fiscales

Les recettes fiscales sont réalisées à hauteur de 35 081 548 211 de fc soit 81,85% par rapport aux prévisions et 5,66% du PIB sur une réalisation de 41 729 714 758 fc pour l'année 2018.

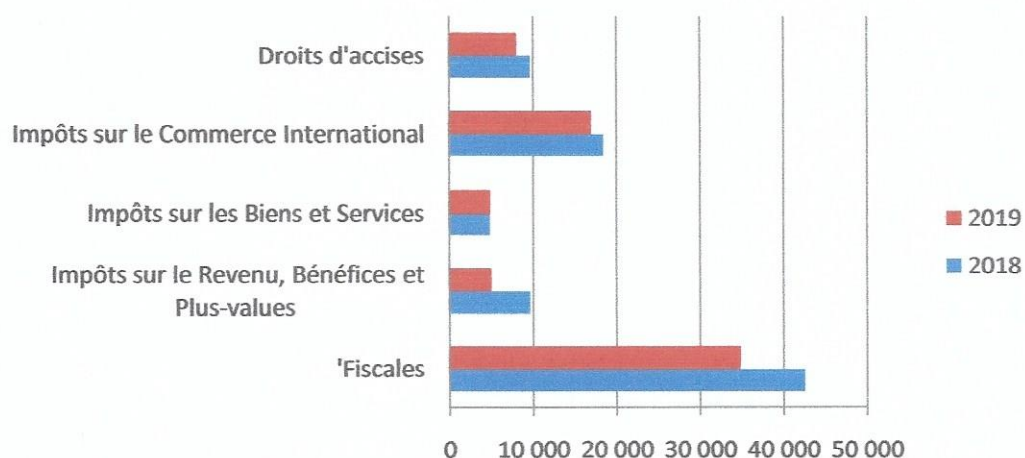


Il est à noter que la baisse tendancielle des recouvrements des recettes fiscales est due non seulement au ralentissement du recouvrement mais aussi au dommage causé par le passage du cyclone Kenneth enregistrés dans les entreprises publiques et privées de toutes catégories (grand, moyen et petites).

- Les Recettes Fiscales sont composées de :
  - ❖ Impôts sur le Revenu, Bénéfice et plus value, ils sont réalisés à hauteur de 4 987 201 378 de fc sur une réalisation de 9 639 274 675 de fc pour 2018 soit une baisse de 4 652 073 297 de fc
  - ❖ Impôts sur les biens et services, ils sont réalisés à hauteur de 4 862 095 660 de fc sur une réalisation de 4 820 473 359 de fc pour 2018 soit une hausse de 41 622 301 de fc ;
  - ❖ Impôts sur le commerce international, ils sont réalisés à hauteur de 16 942 235 911 de fc sur une réalisation de 18 402 420 421 de fc pour 2018 soit une baisse de 1 460 184 510 de fc
  - ❖ Droits d'Accises, ils sont réalisés à hauteur de 8 023 122 203 de fc sur une réalisation de 9 670 947 730 de fc pour 2018 soit une baisse 1 647 825 527 de fc (voir diagramme d et e ci-dessous).

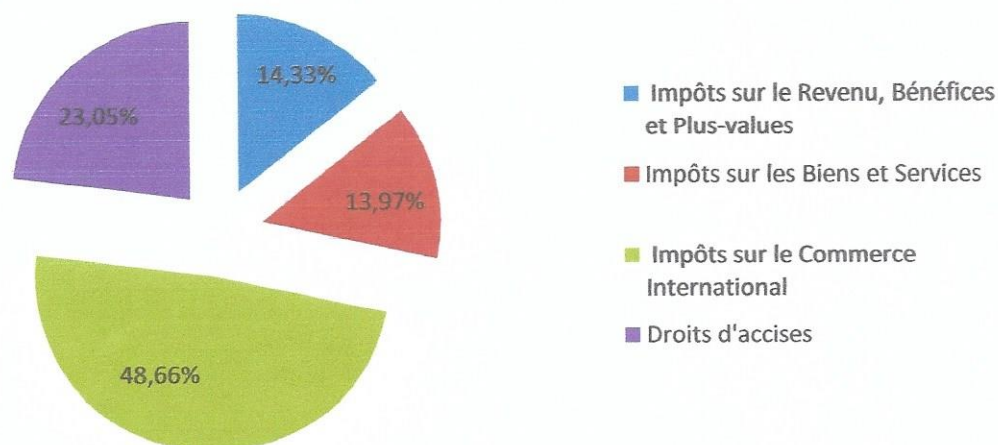


**diagramme (d): situation des recettes  
fiscales par categories de 2019 par  
rapport à 2018**

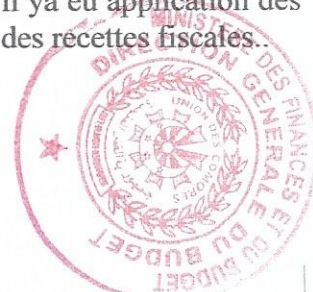


Suivant l'analyse du diagramme d, seuls les impôts sur les Biens et Services n'ont pas subi une modification.

**diagramme (e): Recettes fiscales 2019  
recouvrées par categorie**



Le diagramme de cammember montre la contribution de chaque categorie de recette fiscale. L'impôt sur le commerce et les droits d'accises dominant ces recettes fiscales. A l'exposée aux événements Kenneth, il y a eu d'effort par rapport aux autres catégories . S'il ya eu application des mesures douanières de COMESA, il y aurait eu problème de recouvrement des recettes fiscales..





## Les Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont réalisées à hauteur de 12 227 200 069 de fc, soit 1,99% du PIB sur une réalisation de 14 946 501 367 pour l'année 2018.

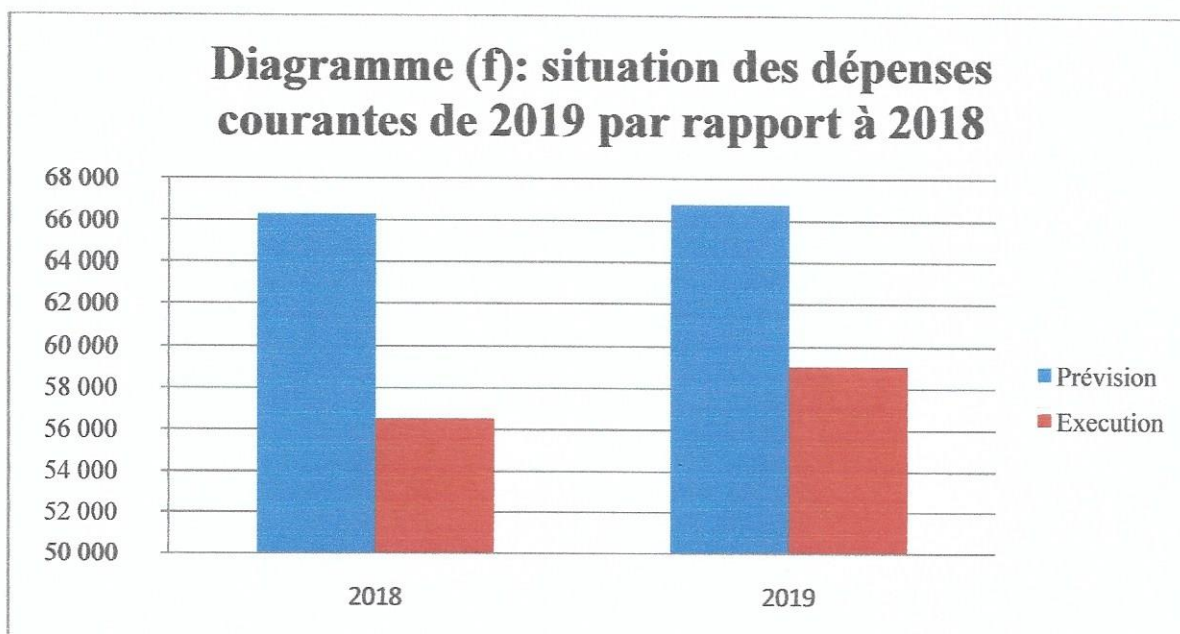
Cette baisse se justifie par un recouvrement quasiment faible des dividendes et des redevances.

### **3.3. EXECUTION DES DEPENSES CONSOLIDEES.**

Les dépenses totales sont exécutées à hauteur de 61 761 745 573 de fc, soit 81,94% par rapport aux prévisions et 10,03% du PIB. Elles sont composées des dépenses courantes exécutées à hauteur de 59 027 494 582 fc et de la dette publique exécutée à hauteur de 2 734 250 991 fc.

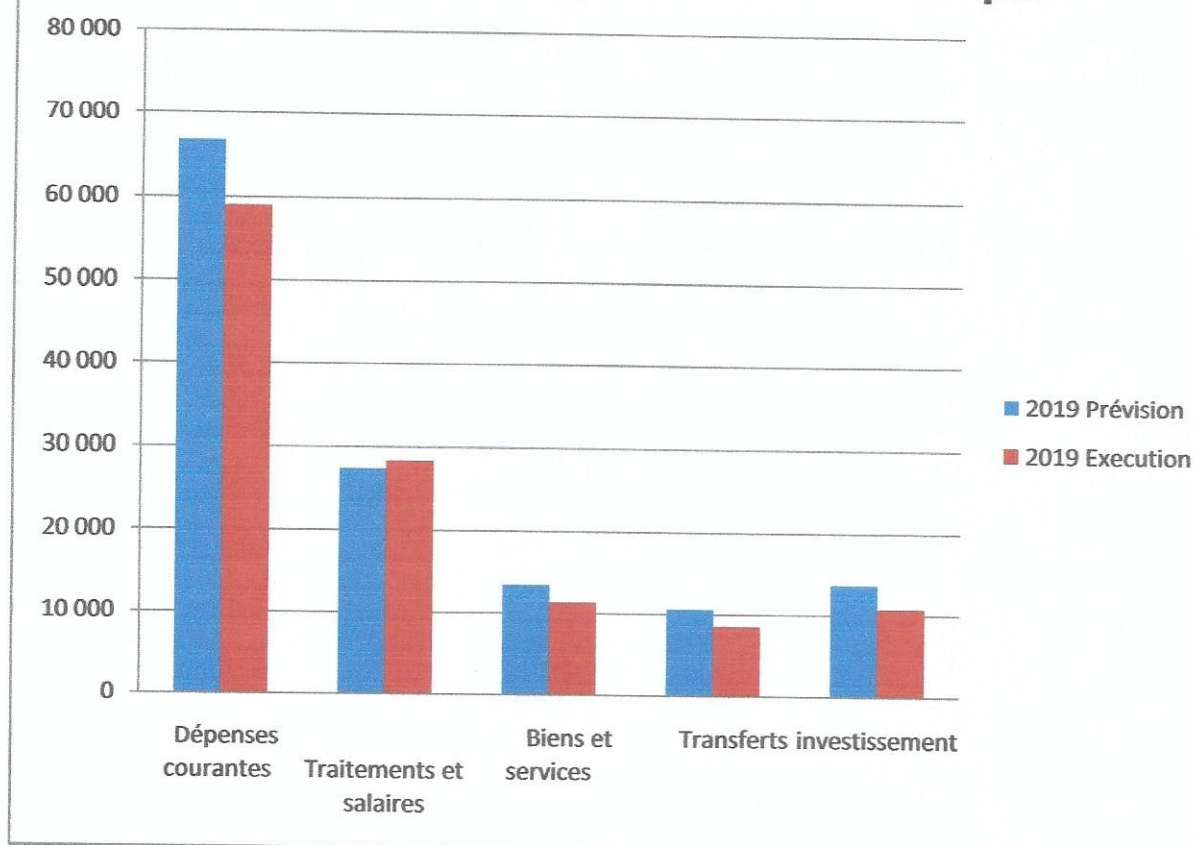
#### **3-3-1. Dépenses courantes.**

Les dépenses courantes primaires sont exécutées à hauteur de 59 027 494 582 de fc, soit 83,16% par rapport aux prévisions et 9,59% du PIB contre une exécution de 56 504 792 996 de fc soit 82,83% par rapport aux prévisions 9,69% du PIB pour l'année 2018. L'exécution de 2019 a augmenté de 4,46% par rapport à celle de 2018. Celle-ci présente 0,41% du PIB.





**Diagramme (g): situation des dépenses courantes de 2019 par nature économique**



**Les Traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 28 370 462 596 de fc soit 103,60% par rapport aux prévisions et 4,61% du PIB, contre une exécution de 26 832 195 361 8 de fc pour l'année 2018.

Les dépenses salariales occupent une place importante sur les dépenses totales avec 47,10% du budget global voté et 69,10% de l'ensemble des recettes internes recouvrées.

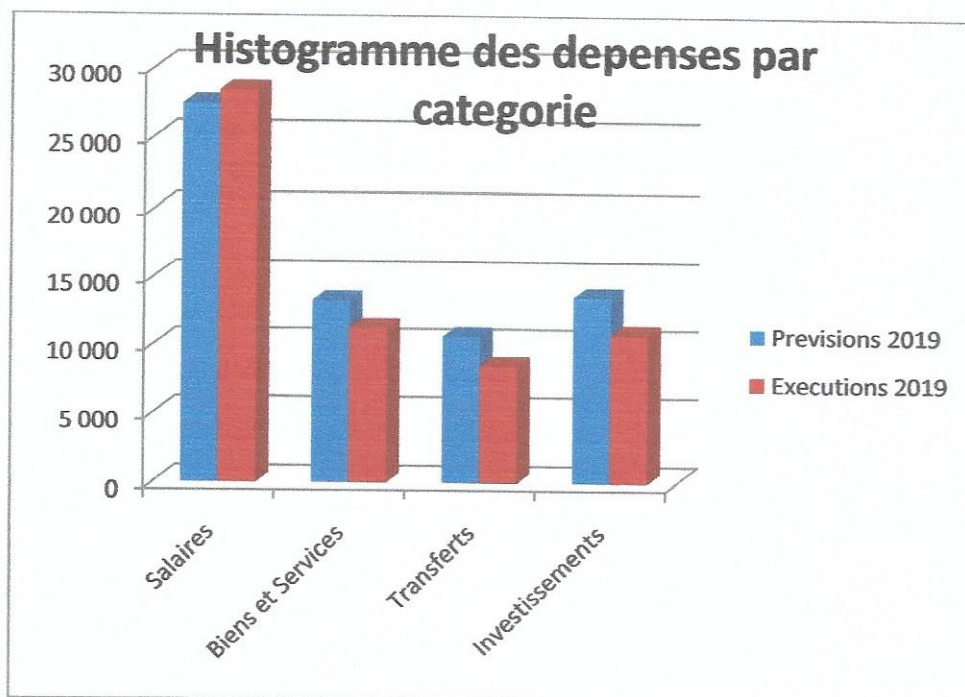
Toutefois, il faut rappeler que cette catégorie des dépenses couvre, en outre, tous les salaires des Fonctionnaires et des non Fonctionnaires de toutes les Entités. Tout en tenant compte de la nouvelle constitution, il était prévu un salaire prévisionnel de 27 384 000 000 fc par estimation d'obtenir des économies par la suppression des vice présidence, des commissaires, des secrétaires généraux et les conseils des îles. Malgré tout ça, les entités et les super structures ont toujours continué les recrutements non autorisés.

**Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 11 311 068 072 de fc, soit 84,84 % par rapport aux prévisions et 1,84% du PIB contre une exécution de 11 839 251 849 de fc pour l'année 2018.

**Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 8 525 366 326 de fc soit 79,80% par rapport aux prévisions et 1,38% du PIB contre une exécution de 9 872 043 188 de fc pour l'année 2019.

**Les investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 10 820 597 588 de fc soit 52,44% par rapport aux prévisions et 1,76% du PIB sur une exécution de 9 461 302 598 de fc, pour l'année 2019.

Par contre, les investissements et équipements sur financement extérieur sont exécutés à hauteur de 24 506 608 001 de fc, soit 75,50% par rapport aux prévisions et 4,43% du PIB et dont 8 565 979 162 de fc pour les investissements réels, 2 289 292 959 de fc en Assistance Technique, de 2 849 290 544 fc et pour le fonctionnement des projets et 10 802 045 336 de fc pour les décaissements prêts (achat des chancelleries à New York et à Marseille).



Cette situation fait ressortir un **Solde primaire** de -11 985 639 361 de fc contre un solde excédentaire de 975 000 000 de fc en 2018.

Ce solde se traduit par la baisse des recettes internes et une maîtrise sur l'exécution des dépenses. Il se traduit aussi par le besoin toujours croissant de trésorerie pour couvrir les dépenses de l'Etat, ce qui a pour corollaire, le recours aux autres sources de financement de l'Etat pour combler le manque de liquidités.

### 3.4. EXECUTION PAR MINISTERE EN MATIERE DE DEPENSES

La prudence dans l'exécution des dépenses par ministère demeure de rigueur et est encadré par une stricte discipline de l'ensemble des acteurs des dépenses, afin de prévenir tout dérapage de nature à créer des déséquilibres préjudiciables.

L'analyse de la situation d'exécution de dépenses par ministère porte essentiellement sur les salaires, les biens et services, les subventions et les investissements

La situation des dépenses d'exécution par ministère au titre de l'année 2019 est présentée dans le tableau (3) suivant :



LIBELLES	REMUNERATION DU PERSONNEL		BIENS ET SERVICES		TRANSFERTS		INVESTISSEMENTS		TOTAL GENERAL		taux d'exécution en %	
	PREVISION	EXECUTION	PREVISION2	EXECUTION3	PREVISION3	EXECUTION33	PREVISION4	EXECUTION333	PREVISION2222	EXECUTION2	taux d'axe/ prévi	taux d'axe Min / axe total
Assemblée de l'Union	678 938 140	681 682 774	611 646 996,7	611 646 997	146 106 040,0	146 106 040	15 000 000,0	15 000 000	1 451 691 176,7	1 454 435 811	100,19%	2,25%
Cour Supreme	398 549 664	282 449 854	271 637 773,0	270 836 372	18 625 000,0	18 625 000	0,0	0	688 812 437,0	571 911 226	83,03%	0,89%
PRESIDENCE DE L'UNION	5 956 653 041	5 517 636 740	1 722 818 505,0	1 692 385 081	83 500 000,0	83 500 000	0,0	0	7 762 971 545,7	7 293 521 821	93,95%	11,31%
MINISTERE DE LA SANTE, DE LA SOLIDARITE	1 061 252 327	262 534 418	37 927 531,3	749 700	2 236 044 241,0	1 807 940 431	7 300 000 000,0	7 100 360 674	10 635 224 099,3	9 171 585 223	86,24%	14,22%
MINISTERE DE LA JUSTICE, DES AFFAIRES	1 088 525 872	755 195 641	100 119 339,0	52 861 500	111 222 669,0	58 821 010	83 623 400,0	6 319 575	1 383 491 280,3	873 197 726	63,12%	1,35%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERS	1 114 956 600	1 057 492 681	141 110 866,0	89 974 060	21 060 000,0	10 530 000	0,0	0	1 277 127 466,3	1 157 996 741	90,67%	1,80%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 380 908 218	1 111 588 152	189 344 000,0	64 531 800	14 600 000,0	9 075 000	2 682 400 000,0	1 345 000 000	5 267 252 218,1	2 530 194 952	48,04%	3,92%
Ministère des Postes et Télécommuni, des techn	88 774 765	54 417 967	13 376 000,0	0	0,0	0	0,0	0	102 150 765,3	54 417 967	53,27%	0,08%
Ministère de l'agriculture, de la pêche et de	429 552 642	190 547 293	54 364 964,0	1 060 750	3 474 603 716,0	3 414 603 716	430 000 000,0	0	4 388 521 322,1	3 606 211 759	82,17%	5,59%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES INVESTISSEMENTS	418 545 756	109 841 999	9 033 568,0	3 148 100	165 665 676,0	121 832 838	9 000 000,0	0	602 244 999,5	234 822 937	38,99%	0,36%
EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT	9 527 167 867	519 809 657	452 422 422,1	109 775 095	1 420 347 119,0	1 362 536 456	350 487 500,0	6 492 161	11 750 424 908,5	1 998 613 370	17,01%	3,10%
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFORMATION	1 290 073 768	1 231 046 284	3 191 080 168,0	2 741 872 867	674 550 094,0	460 000 000	505 000 000,0	91 250 000	5 660 704 030,0	4 524 169 151	79,92%	7,01%
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI	159 690 338	100 021 797	39 808 775,0	1 500 250	787 254 325,0	568 575 000	30 000 000,0	0	1 016 753 438,0	670 097 047	65,91%	1,04%
Ministère des transports Maritime et aérien,	178 369 796	71 487 116	12 769 337,0	2 880 000	115 152 000,0	38 988 000	200 000 000,0	0	506 291 133,0	113 355 116	22,39%	0,18%
Ministère de l'Aménagement du territoire, de	351 792 506	71 201 733	13 206 500,0	4 668 150	133 040 000,0	38 922 500	2 059 142 405,0	1 131 128 299	2 557 181 411,0	1 245 920 683	48,72%	1,93%
SUPER STRUCTURE DES ENTITES	2 197 184 075	0	163 500 000,0	0					2 360 684 075,0	0	0,00%	0,00%
FINANCES ET BUDGET - DEPENSES COURANTES	63 064 624	55 959 687	7 717 833 254,6	7 141 392 980	1 089 829 120,2	1 220 704 986	5 752 746 695,0	1 288 633 799	14 623 473 693,7	9 706 691 451	66,38%	15,05%
Total Administration centrale	13 628 000 000	12 072 913 793	14 334 784 932	12 789 283 702	10 491 600 000	9 360 760 977	19 417 400 000	10 984 184 508	58 667 720 885	47 941 387 972		74,32%
NGAZIDJA	6 127 000 000	7 234 707 780	170 689 469	162 000 000					7 405 720 099,0	7 396 707 780,0	99,88%	11,47%
NDZOUANI	6 095 000 000	6 954 078 427	191 111 619	80 000 000					7 145 190 046,0	7 034 078 427,0	98,44%	10,90%
MWALI	1 534 000 000	2 108 762 595	45 413 980	24 000 000					2 154 176 574,7	2 132 762 594,7	99,01%	3,31%
TOTAL ILES	13 756 000 000	16 297 548 802	407 215 068	266 000 000		0	0	0	16 705 086 720	16 563 548 802	99,15%	25,68%
TOTAL GENERAL	27 384 000 000	28 370 462 595	14 742 000 000	13 055 283 702	10 491 600 000	9 360 760 977	19 417 400 000	10 984 184 508	75 372 807 605	64 504 936 773	85,58%	100,00%

source: DGB





### 3.5. Exécution par classification des dépenses par institution et par ministère.

**3.5.1. Les dépenses de l'Assemblée de l'union des Comores** sont exécutées à hauteur de 1 451 691 177 de fc, soit 100,19% par rapport au crédit alloué de l'institution et 2,25% par rapport au budget total contre une exécution de 1 282 152 542 fc pour l'année 2018.

Seules les dépenses salariales qui dépassent légèrement, en réalité, les crédits alloués à l'institution.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 681 682 774 de fc, soit 100,4% par rapport aux prévisions contre une exécution de 625 847 876 de fc pour l'année 2018, soit une augmentation de 8,92% par rapport à celle de 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 611 646 997 de fc, soit 100% par rapport aux prévisions contre une exécution de 501 198 628 de fc pour l'année 2018.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 146 106 040 de fc soit 100% par rapport aux prévisions contre une exécution de 146 106 040 de fc pour l'année 2018.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 15 000 000 de fc, soit 100% par rapport aux prévisions contre une exécution de 9 000 000 pour l'année 2018.

**3.5.2. Les dépenses de la cour suprême** sont exécutées à hauteur de 571 911 226 de fc, soit 83,03% par rapport au crédit alloué de l'institution et 0,89% par rapport au budget total contre une exécution de 361 611 993 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 282 449 854 de fc, soit 70,87% par rapport aux prévisions contre une exécution de 252 057 261 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 270 836 372 de fc, soit 99,70% par rapport aux prévisions contre une exécution de 77 929 732 de fc pour l'année 2018

- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 18 625 000 de fc soit 100% par rapport aux prévisions contre une exécution de 18 625 000 de fc pour l'année 2018.

**3.5.3. Les dépenses de la présidence de l'Union** y compris l'AND sont exécutées à hauteur de 7 293 521 821 de fc, soit 93,95% par rapport au crédit alloué à l'institution et 11,31% par rapport au budget total contre une exécution de 6 763 851 270 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 5 517 636 740 de fc, soit 92,63% par rapport aux prévisions contre une exécution de 4 915 681 389 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 1 692 385 081 de fc, soit 98,23% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 709 669 881 de fc pour l'année 2018
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 83 500 000 de fc soit 100% par rapport aux prévisions contre une exécution de 83 500 000 de fc pour l'année 2018

**3.5.4. Les dépenses du Ministère de santé** sont exécutées à hauteur de 9 171 585 223 de fc, soit 86,24% par rapport aux crédits alloués du Ministère et 14,22% par rapport au budget total contre une exécution de 4 431 539 390 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 262 534 418 de fc, soit 23,46% par rapport aux prévisions contre une exécution de 289 855 125 de fc pour l'année 2018
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 769 700 millions de fc, soit 2,03% par rapport aux prévisions. Ce même rubrique, le ministère de la santé n' avait pas exécuté pour l'année 2018.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 1 807 940 431 de fc soit 80,85% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 335 712 713 de fc pour l'année 2018





- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 7 100 360 674 de fc, soit 97,26% par rapport aux prévisions contre une exécution de 2 805 971 552 pour l'année 2018.

**3.5.5. Les dépenses du Ministère de la justice** sont exécutées à hauteur de 873 197 726 de fc, soit 63,12 % par rapport au crédit alloué du Ministère et 1,35% par rapport au budget total contre une exécution de 901 840 159 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 755 195 641 de fc, soit 69,38% par rapport aux prévisions contre une exécution de 769 555 179 de fc pour l'année 2018
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 52 861 500 de fc, soit 52,79% par rapport aux prévisions contre une exécution de 69 446 235 de fc pour l'année 2018
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 58 821 010 de fc soit 25,82% par rapport aux prévisions contre une exécution de 30 020 000 de fc pour l'année 2018
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 6 319 575 de fc, soit 7,56% par rapport aux prévisions contre une exécution de 32 818 745 pour l'année 2018.

**3.5.6. Les dépenses du Ministère des Affaires Etrangères** sont exécutées à hauteur de 1 157 996 741 de fc, soit 90,67% par rapport au crédit alloué du Ministère et 1,80% par rapport au budget total contre une exécution de 1 175 594 589 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 1 057 492 681 de fc, soit 84,07% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 119 513 150 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 89 974 060 de fc, soit 63,76% par rapport aux prévisions contre une exécution de 51 248 304 de fc pour l'année 2018
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 10 530 000 de fc soit 50,00% par rapport aux prévisions contre une exécution de 4 833 135 de fc pour l'année 2018





**3.5.7. Les dépenses du Ministère de Finances et du Budget** sont exécutées à hauteur de 2 530 194 952 de fc, soit 48,04% par rapport au crédit alloué du Ministère et 3,92% par rapport au budget total contre une exécution de 2 691 008 608 fc pour l'année 2018.

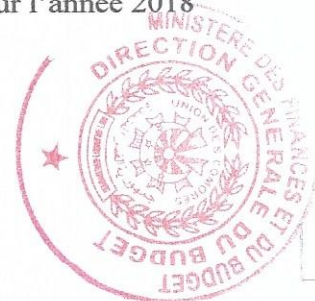
- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 1 111 588 152 de fc, soit 46,68% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 115 388 108 de fc pour l'année 2018
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 64 531 800 de fc, soit 34,63% par rapport aux prévisions contre une exécution de 63 520 500 de fc pour l'année 2018
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 9 075 000 de fc soit 62,15% par rapport aux prévisions contre une exécution de 12 100 000 de fc pour l'année 2018
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 1 345 000 000 de fc, soit 44,83% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 500 000 000 de fc pour l'année 2018.

**3.5.8. Les dépenses du Ministère des Postes et Télécommunication** sont exécutées à hauteur de 54 417 967 de fc, soit 53,27% par rapport au crédit alloué du Ministère et 0,08% par rapport au budget total contre une exécution de 56 372 665 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 54 417 967 de fc, soit 61,30% par rapport aux prévisions contre une exécution de 56 372 665 de fc pour l'année 2018.

**3.5.9. Les dépenses du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche** sont exécutées à hauteur de 3 606 211 759 de fc, soit 82,17% par rapport au crédit alloué du Ministère et 5,59% par rapport au budget total contre une exécution de 3 359 204 721 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 190 547 293 de fc, soit 41,75% par rapport aux prévisions contre une exécution de 203 305 255 de fc pour l'année 2018



- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 1 060 750 de fc, soit 1,95% par rapport aux prévisions contre une exécution de 735 750 de fc pour l'année 2018
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 3 414 603 716 de fc soit 79,97% par rapport aux prévisions contre une exécution de 3 155 163 716 de fc pour l'année 2018.

### 3.5.10. Les dépenses du Ministère de l'Economie et des Investissements

sont exécutées à hauteur de 234 822 937 de fc, soit 38,99% par rapport au crédit alloué du ministère et 0,36% par rapport au budget total contre une exécution de 205 243 880 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 109 841 999 de fc, soit 30,21% par rapport aux prévisions contre une exécution de 137 054 760 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 3 148 100 de fc, soit 34,84% par rapport aux prévisions contre une exécution de 2 189 120 de fc pour l'année 2018
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 121 832 838 de fc soit 73,54% par rapport aux prévisions contre une exécution de 66 000 000 de fc pour l'année 2018.

**3.5.11. Les dépenses du Ministère de l'Education** sont exécutées à hauteur de 1 998 613 370 de fc, soit 17,01% par rapport au crédit alloué du Ministère et 3,10% par rapport au budget total contre une exécution de 1 879 512 717 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 519 809 657 de fc, soit 5,46% par rapport aux prévisions contre une exécution de 522 762 650 de fc pour l'année 2018
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 109 775 095 de fc, soit 24,26% par rapport aux prévisions contre une exécution de 102 167 585 de fc pour l'année 2018 .
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 1 362 536 456 de fc soit 95,92% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 254 582 482 de fc pour l'année 2018

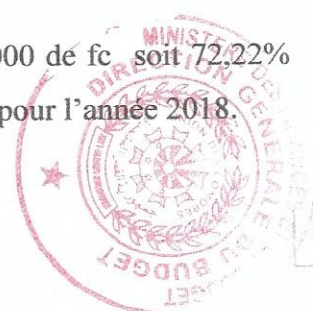


**3.5.12. Les dépenses du Ministère de l'Intérieur** sont exécutées à hauteur de 4 524 169 151 de fc, soit 79,92% par rapport au crédit alloué du Ministère et 7,01% par rapport au budget total contre une exécution de 2 542 960 671 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 1 231 046 284 de fc, soit 95,42% par rapport aux prévisions contre une exécution de 522 762 650 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 2 741 872 867 de fc, soit 85,23% par rapport aux prévisions contre une exécution de 856 583 046 de fc pour l'année 2018.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 460 000 000 de fc soit 68,19% par rapport aux prévisions contre une exécution de 320 000 000 de fc pour l'année 2018.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 91 250 000 de fc, soit 18,06% par rapport aux prévisions contre une exécution de 46 600 000 de fc pour l'année 2018.

**3.5.13. Les dépenses du Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi** sont exécutées à hauteur de 670 097 047 de fc, soit 65,91% par rapport au crédit alloué du ministère et 1,04% par rapport au budget total contre une exécution de 874 970 628 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 100 021 797 de fc, soit 62,63% par rapport aux prévisions contre une exécution de 91 399 966 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 1 500 250 de fc, soit 3,77% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 843 500 de fc pour l'année 2018.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 568 575 000 de fc soit 72,22% par rapport aux prévisions contre une exécution de 781 727 162 de fc pour l'année 2018.





### 3.5.14. Les dépenses du Ministère des transports Maritimes et Aérien

sont exécutées à hauteur de 113 355 116 de fc, soit 22,39% par rapport au crédit alloué du Ministère et 0,18% contre une exécution de 128 196 187 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 71 487 116 de fc, soit 18,43% par rapport aux prévisions contre une exécution de 60 095 447 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 2 880 000 de fc, soit 22,55% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 696 700 de fc pour l'année 2018.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 38 988 000 de fc soit 33,86% par rapport aux prévisions contre une exécution de 66 404 040 de fc pour l'année 2018.

### 3.5.15. Les dépenses du Ministère de l'Aménagement du territoire, de

**l'Urbanisme** sont exécutées à hauteur de 1 245 920 683 de fc, soit 48,72% par rapport au crédit alloué du Ministère et 1,93% par rapport au budget total contre une exécution de 3 168 993 134 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 71 201 733 de fc, soit 20,23% par rapport aux prévisions contre une exécution de 61 549 866 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 4 668 150 de fc, soit 35,34% par rapport aux prévisions.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 38 922 500 de fc soit 29,25% par rapport aux prévisions contre une exécution de 133 040 000 de fc pour l'année 2018.

- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 1 131 128 299 de fc, soit 54,93% par rapport aux prévisions contre une exécution de 2 974 408 806 de fc pour l'année 2018.

**3.5.16. Les dépenses communes** sont exécutées à hauteur de 9 706 691 451 de fc, soit 66,38% par rapport au crédit du poste alloué et 15,05% par rapport au budget total contre une exécution de 10 191 730 881 fc pour l'année 2018.

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 55 959 687 de fc, soit 88,73% par rapport aux prévisions contre une exécution de 666 352 954 de fc pour l'année 2018.
- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 7 141 392 980 de fc, soit 92,53% par rapport aux prévisions contre une exécution de 7 006 340 734 de fc pour l'année 2018.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 1 220 704 986 de fc soit 112,00% par rapport aux prévisions contre une exécution de 943 289 359 de fc pour l'année 2018.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 1 288 633 799 de fc, soit 22,40% par rapport aux prévisions contre une exécution de 1 575 747 838 de fc pour l'année 2018.

Toutefois, les dépenses totales de l'Administration centrale sont exécutées en hauteur de **47 941 387 972** de fc, soit 81,71% par rapport alloué et 74,32% par rapport au budget total contre une exécution de 43 168 284 211 fc pour l'année 2018

Les dépenses totales des îles sont exécutées à hauteur **16 563 548 802** de fc, soit 99,15% par rapport à leur budget et 25,68% par rapport au budget total contre une exécution de 17 932 421 690 fc pour l'année 2018.

**Les taux comparatifs d'exécutions des recettes et des dépenses de l'évolution de la gestion budgétaire au cours des trois dernières années sont les suivants :**

**Tableau n°(4 ) Comparaison des taux d'exécution des recettes et des dépenses**

Années	Taux d'exécution des recettes	Taux d'exécution des dépenses	Ecart
2019	78,46 %	85,58%	-7,12%
2018	93,73	84,73	9,00%
2017	86,31%	89,42%	-3,11%





### 3.6. INDICATEURS BUDGETAIRES

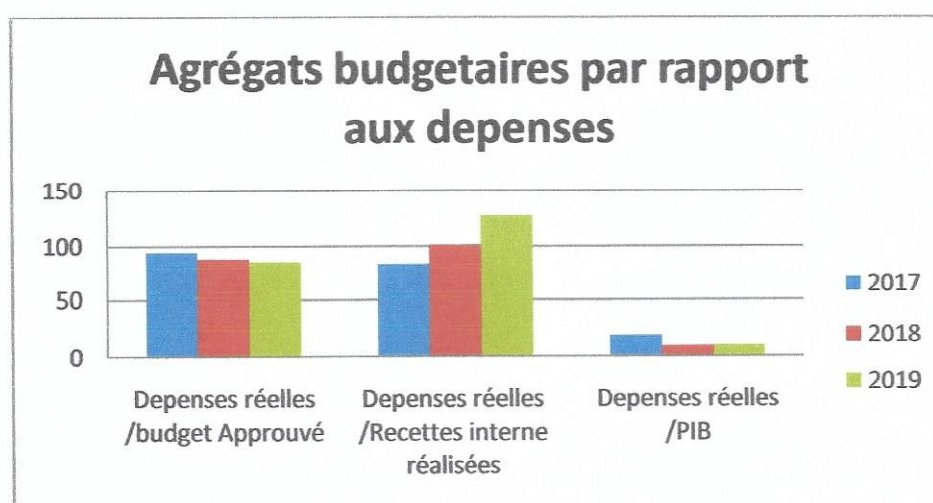
Tableau n°5 : évolution des Indicateurs budgétaires de 2017 à 2019 (En pourcentage).

Indicateurs/Années	2017	2018	2019
Dépenses réelles /budget Approuvé	94,46	87,76	85,58%
Dépenses réelles /Recettes interne réalisées	83,68	101,06	127,38%
Budget exécuté /PIB	19,99	10,01	10,48%
Salaire exécuté /Dépenses courantes	40,33	45,97	45,79%
Salaire exécuté /Recettes totales internes	48,19	46,46	56,02%
Salaire exécuté /Recettes fiscales	55,99	66,3	80,87%
Salaire exécuté /PIB	4,82	4,6	4,61%
Investissement/PIB	2,37	1,62	1,78%
Intérêt de la dette/PIB	0,02	0,07	0,03%
solde primaire/PIB	-1,95	-0,11	-1,95%
Recettes fiscales/PIB	10,04%	8,37%	6,81%
Recettes internes réelles/recettes internes approuvées	83,16%	94,53%	78,47%

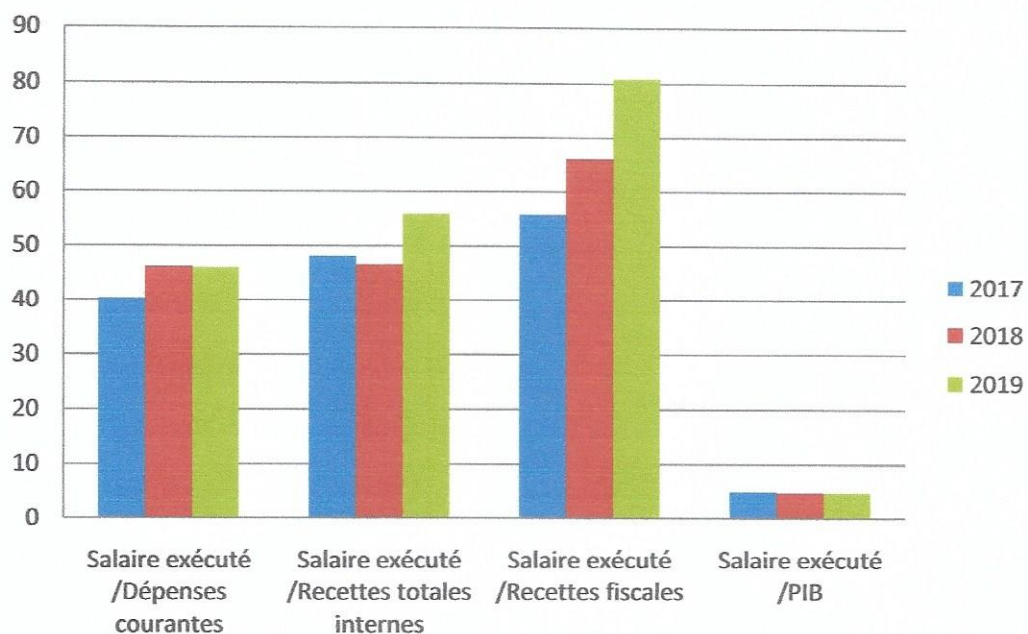
d'exécution budgétaire.

Toutefois, des ajustements ont été faits par rapports aux années antérieures sur le rapport de 2019.

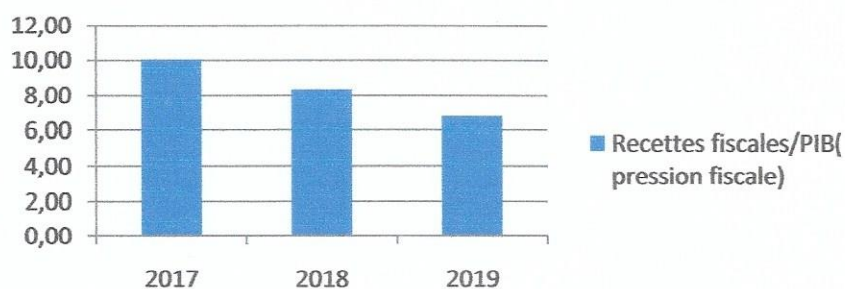
Les présentations graphiques ci-dessous illustrent la situation des agrégats du tableau ci-haut :



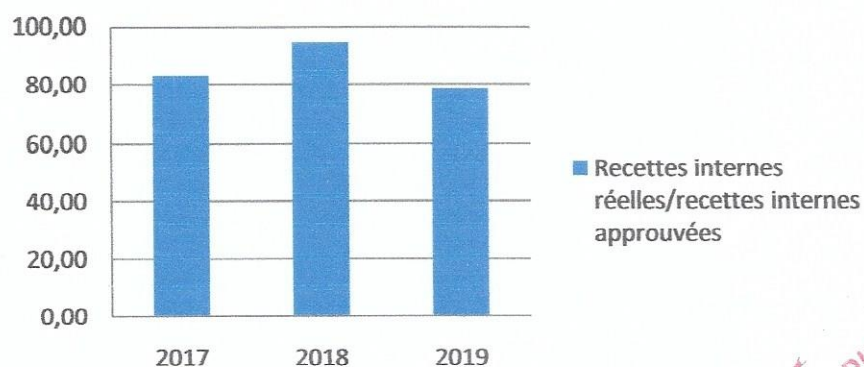
## Agrégats budgétaires par rapport aux salaires



## Pression fiscale



## Recettes internes réelles/recettes internes approuvées





## 4. CONCLUSION

Au titre de l'engagement pris par les autorités nationales auprès des citoyens du pays et des parlementaires, la production du rapport sur l'exécution du budget de l'Etat par le Ministère des Finances et du Budget est devenue une activité régulière.

Le présent rapport reste encore perfectible, car des données du Programme d'Investissement Publics restent un frein pour l'efficacité du rapport.

En effet, les objectifs budgétaires affichés par le gouvernement pour l'exercice 2019, n'ont pas été totalement aux attentes.

Ceci est dû, non seulement au ralentissement des recouvrements mais aussi aux répercussions du cyclone Kenneth qui venaient aussi accentuer les difficultés budgétaires.

Par ailleurs, certaines réformes des finances publiques ne sont toujours pas encore bien maîtrisées dans leur mise en œuvre, même si des efforts, dans ce sens, sont en cours de réalisation.

En dépit de tout cela, beaucoup reste à faire pour la recherche d'une plus grande rigueur dans le traitement et la fourniture des informations financières de l'Etat.

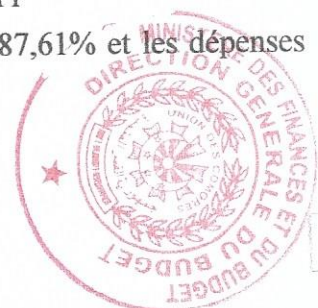
Ainsi, les recueilles des informations budgétaires n'offrent pas la possibilité de produire à temps ce rapport car les difficultés traditionnelles subsistent toujours.

Toutefois, le taux de réalisation des recettes ressort à 78,46 % par rapport aux provisions annuelles. Comparés à la même période en 2018, le niveau de mobilisation a connu une diminution de 7 123 726 600 fc, soit un taux de -12,33%.

Ce taux de réalisation s'explique par les niveaux dépréciables de réalisation des ressources internes notamment des recettes fiscales (-15,93%) par rapport à 2018

L'examen des réalisations des dépenses donne un taux d'exécution de 85,58%.

Toutes les catégories de dépenses ont connu un niveau d'exécution appréciables notamment les biens et services (97,92%) ; les dépenses des transferts et subventions 87,61% et les dépenses d'investissement exécutés par l'Etat 53,23%



#### **4.1. RECOMMANDATIONS**

A la lumière de ce qui précède, il serait plus indiqué qu'un certain nombre de mesures soient prises au niveau des régies financières ainsi qu'au sein de l'ensemble des Entités pour continuer à améliorer les performances en matière de ressources particulièrement fiscales tout en maîtrisant les dépenses.

A cet effet, il est proposé de procéder, entre autres :

- Au renforcement des recouvrements à tous les niveaux.
- A l'opérationnalisation de la fiscalité locale surtout au niveau des communes.
- A la réforme et à l'élargissement de l'assiette fiscale à tous les niveaux.
- Renforcement des capacités opérationnelles des administrations des recettes

Par ailleurs, des mesures visant à une compression drastique des dépenses, notamment non obligatoires seraient à envisager à très court terme.

Il faudra aussi et entre autres :

- La réduction progressive de l'indicateur « **masse salariale sur recette fiscale** » pour atteindre, à moyen terme une norme acceptable ;
- L'unification, consolidation et amélioration du progiciel « GISE » ;
- La pérennisation à tout les niveaux du système intégré de gestion de la chaine des dépenses « **sim\_ba** » ;
- Renforcer le suivi des programmes et projets ;
- Exploiter les nouveaux outils de financement ;
- La limitation des représentations diplomatiques ainsi que leur personnel d'appui ;
- Rationalisation des dépenses de fonctionnement ;
- Meilleure programmation des dépenses d'investissement ;

Ce panel de recommandations l'est, à titre indicative et ne sera jamais limitative, tant il y a beaucoup à faire et à innover.

